

## AKTUELL

RÉFUGIÉ-E-S

# Point de (non-)retours

Luc Caregari

**L'association Passerell a accusé le ministère de l'Immigration d'avoir brutalement reconsidéré son attitude par rapport aux réfugié-e-s afghan-e-s. Le ministère rétorque qu'aucun-e migrant-e n'a été renvoyé-e, mais ignore les difficultés auxquelles ces gens sont exposés.**

Blessé dans son amour-propre, Jean Asselborn a fait un tour sur le carrousel médiatique ce jeudi matin. Invité des tranches matinales de RTL et de la radio 100,7, il a fermement démenti l'accusation de l'association Passerell, qui a constaté que les demandes de protection internationale accordées à des ressortissant-e-s afghan-e-s étaient en chute libre (61 pour cent de refus) - alors que la situation en Afghanistan se dégrade de jour en jour et que la reprise en main du pays par les talibans de-

ne pas leur octroyer une protection internationale ? »

Un autre argument avancé par Asselborn est le rapport « Country Guidance Afghanistan » de l'European Asylum Support Office (EASO), qui exige « une analyse individuelle de chaque demande de protection internationale faite par des ressortissants afghans. Sur base de ces éléments, une protection n'est pas systématiquement attribuée à ces derniers », répond le ministère au woxx. Ce qui expliquerait pourquoi les chiffres varient tant : sur recommandation de l'EASO, le grand-duché est passé au cas par cas.

## Les talibans, participants aux processus politiques

Pourtant, il y a matière à réfléchir avant d'appliquer ces recommandations, comme l'observe Ambre Schulz : « Le dernier rapport de l'EASO sur lequel s'appuie le ministère date de décembre 2020. Or la situation en Afghanistan s'est dramatiquement détériorée depuis. L'annonce du retrait des troupes américaines a créé une dynamique dangereuse. » Une réalité que le ministère n'ignore pas : « Les talibans contrôlent aujourd'hui environ la moitié du territoire et multiplient les attaques meurtrières dans les grandes villes du pays. Ainsi, en matière de protection internationale, une analyse individuelle en fonction de la région d'origine est faite, et une décision est prise sur base des éléments de crainte individuels fournis par le demandeur », répond-il au woxx.

Ce qui ne l'empêche pas d'ajouter que « les talibans ne sont par contre plus considérés comme une organisation terroriste. Ils participent aux processus politiques en Afghanistan ».

S'y ajoute l'omission d'un document du Conseil européen signé en janvier à Bruxelles : la « Joint Declaration on Migration Cooperation between Afghanistan and the EU », qui ouvre largement la voie à de possibles retours de migrant-e-s en Afghanistan. Ce qui est critiqué d'ailleurs dans un rapport d'une autre alliance européenne, l'European Council of Refugees and Exiles (ECRE), qui s'offusque de ce changement politique. Bref, Jean Asselborn peut toujours nier, le vent est en train de tourner - il souffle froid sur les visages de celles et ceux qui ont fui vers l'Europe, terre des droits humains.



©MAEE

vient inéluctable. Pour Asselborn, la montée au créneau de Passerell servirait avant tout « à faire opposition à tout prix ». Et de répéter qu'il a été le seul ministre européen chargé de l'immigration « à ne pas renvoyer des personnes en Afghanistan ». Les réfugié-e-s débouté-e-s auraient toujours la possibilité de se pourvoir en justice, voire de trouver un travail pour rester sur le territoire. Bref, Jean Asselborn est et reste le dernier et le meilleur humaniste en Europe, c'était le message à passer.

Mais tout n'est pas si simple, comme le constate Ambre Schulz, chargée de communication chez Passerell : « Mettre les gens déboutés sous l'obligation de quitter le territoire ou de trouver un travail leur impose un énorme stress. Nous avons vu des jeunes abandonner l'école pour se mettre à la recherche d'un travail », témoigne-t-elle. Et de demander : « Vu la situation difficile sur le marché du travail et le fait que parmi les réfugié-e-s se trouvent des personnes traumatisées, pourquoi

## SHORT NEWS

## Dicke Luft in Deutschland

(ja) - Deutschland hat nicht genug getan, um das Niveau der Luftqualität in seinen Städten zu verbessern oder wenigstens zu erhalten. Zu diesem Schluss kam der Europäische Gerichtshof (EuGH) am Donnerstagmorgen. Konkret ging es um die Grenzwerte für Stickstoffdioxid (NO<sub>2</sub>), die zwischen 2010 und 2016 „systematisch und anhaltend überschritten“ wurden. In ganzen 26 Städten und Ballungsräumen wurden die Jahresgrenzwerte getoppt, in den Ballungsräumen Stuttgart und Rhein-Main zusätzlich noch die Stundengrenzwerte. Deutschland hatte argumentiert, die Richtlinien der EU für Dieselfahrzeuge seien nicht streng genug, um die Grenzwerte einhalten zu können, weshalb das Land sich selbst nicht in der Schuld sah. Der EuGH ließ dieses Argument nicht gelten: Zum einen seien nicht nur solche Fahrzeuge für NO<sub>2</sub>-Emissionen verantwortlich, zum anderen hätte Deutschland den EU-Richtlinien zum Trotz weitere Gegenmaßnahmen ergreifen müssen, was jedoch nicht passiert sei. Mit diesem ersten Urteil sind noch keine finanziellen Strafen verbunden - die könnten jedoch auf Deutschland zukommen, wenn sich die Luftqualität nicht verbessert.

## Forum 418: Mental Health

(tj) - Dass es vor der Covid-19-Pandemie um die mentale Gesundheit der Luxemburger Bevölkerung bestens bestellt war, würde wohl niemand behaupten, der sich mit Problemen wie Fachkräftemangel, ausbleibender Kostenrückerstattung oder dem ewig währenden Stigma rund um psychische Krankheiten minimal auskennt - vom krankmachenden Zustand der Gesellschaft ganz zu schweigen. Infolge von Zwangsisolation, beschränkter Bewegungsfreiheit, existenziellen und gesundheitlichen Ängsten hat sich die Lage während der sanitären Krise nochmals um ein Vielfaches verschärft. Bereits zu Beginn der Pandemie fürchteten Psychotherapeut\*innen insbesondere um Menschen mit Depressionen, Süchten und Zwangsneurosen. Die Monatszeitung Forum nimmt dies zum Anlass für ihr aktuelles Heft. Im Dossier zum Thema „Mental Health“ erörtern Dozent\*innen, Studierende, Ärzt\*innen und Journalist\*innen so vielfältige Themen wie Psychosen, Psychiatrie, toxic positivity und die mentale Gesundheit von Kindern und Jugendlichen in Corona-Zeiten. Auch verschiedene Jugendorganisationen und -parteien äußern sich zum Thema „Mental Health“. Ergänzt wird das Dossier durch Texte über das juristische Vorgehen von Felix Braz gegen seine „démission honorable“, das neue Mobilitätskonzept der Nordstad und über Verschwörungsmythen, wie sie unter anderem von der Cargolux-Chefin Christiane Wickler genährt werden.

online

## Spezielle Serie, double peine pour la place financière und Fahrraddemo gegen Lydies Willen

Vous aimez froisser le papier du woxx, mais une fois la lecture achevée, vous avez envie de plus ? Alors rendez-vous sur [woxx.lu](http://woxx.lu) et découvrez nos articles exclusifs en ligne !

**Schon gestreamt? Special** Besonders ist an der Serie „Special“ nicht, dass der Hauptcharakter eine Behinderung hat. Ins Auge stechen vor allem die Diversität der Charaktere, Sex und Hass auf Eltern. [woxx.eu/special](http://woxx.eu/special)

**Place financière : Quand Zucman apporte le country-by-country reporting** Deux nouvelles européennes pas très bonnes pour la place financière sont tombées ces derniers jours : le Parlement et le Conseil viennent de trouver un accord mettant en place le country-by-country reporting, et la Commission se dote d'un observatoire de la fiscalité. [woxx.eu/zucman](http://woxx.eu/zucman)

**Lydies Tour - Fahrraddemo am Samstag in Luxemburg** Am 3. Juni feierten wir den von Vereinten Nationen 2018 eingeführten „World Bicycle Day“. Obwohl es in Luxemburg eigentlich wenig zu feiern gibt - wie das Hin und Her um die für Samstag geplante Fahrraddemo zeigt. [woxx.eu/lydiestour](http://woxx.eu/lydiestour)  
Zur Erinnerung: Jeden Freitag um 18h senden wir auf Radio Ara (102.9 und 105.2) „Am Bistro mat der woxx“. Woxx-Journalist\*innen geben dabei Einblick in ihre Recherche.